



Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

54 | 2006

Expériences de recherche en République démocratique du Congo

Les enfants en rupture en RDC

Analyse d'une expérience d'enquête collective

Aimé Kakudji



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/383>

DOI : 10.4000/civilisations.383

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 125-133

ISBN : 2-87263-006-6

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Aimé Kakudji, « Les enfants en rupture en RDC », *Civilisations* [En ligne], 54 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, consulté le 12 octobre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/383> ; DOI : 10.4000/civilisations.383

Les enfants en rupture en RDC
Analyse d'une expérience d'enquête collective

Aimé KAKUDJI

Résumé : *Cette contribution relate l'expérience d'une enquête relative aux enfants en rupture dans l'est du Congo, où la guerre sévit depuis 1998. Diligentée par l'UNICEF et le Ministère des affaires sociales, la recherche s'est appuyée sur cinq techniques qualitatives : l'entretien, l'observation, l'étude des documents, le focus group et l'approche biographique. L'analyse montre qu'à part l'étude des documents (à peu près inexistant dans le contexte), ces techniques ont toutes été utiles sur place. Bien entendu, les interactions productrices de données doivent être resituées dans le cadre des rapports qui se sont forgés entre les enquêteurs et les informateurs : les seconds ont souvent projeté l'image de « sauveurs » ou d'« évaluateurs » sur les premiers. Somme toute, ces techniques ont semblé adaptées au regard de notre objectif d'enquête, même si discussions et interactions ont été marquées par de nombreuses dissimulations et calomnies mutuelles, que des rencontres plus informelles ont souvent permis de mettre au jour.*

Mots clés : enfants-soldats, enfance, réinsertion, ONG, Kivu.

Summary: *This contribution describes a research experience about 'broken children' in eastern DRC where war rages since 1998. Under the aegis of UNICEF and the Ministry of Social Affairs, the research used five qualitative techniques: interviews, observation, study of written documents, focus groups and life stories. All of these techniques were useful in the field with the exception of recourse to documents which are practically non-existent in this context. The interactions that produced data clearly need to be contextualised according to the nature of the relationships that links researchers and their informants. The latter often perceived the researchers as 'saviours' or 'evaluators'. These techniques provided generally satisfactory results given our objectives. Nonetheless, discussions and interactions were characterised by numerous dissimulations and mutual accusations that informal contacts helped correct.*

Key words: child soldiers, childhood, reinsertion, NGO, Kivu.

Introduction

Sur le plan économique et social, le Congo connaît aujourd'hui une crise sans précédent. Celle-ci date d'il y a environ un quart de siècle mais elle s'est particulièrement amplifiée depuis les années 1990, au point que d'aucuns la considèrent comme structurelle. Bien plus, la situation de guerre qui sévit dans le pays depuis août 1998 exacerbe cette situation déjà grave. C'est dans ce contexte que s'observe le phénomène des enfants en rupture connus sous plusieurs appellations dont celle d'« enfants de la rue » est la plus répandue¹. L'extrême vulnérabilité qui caractérise la vie de ces enfants a engendré une multitude d'approches de la part des intervenants sociaux, approches qui ont abouti à des réponses sectorielles, dispersées, difficiles à pérenniser.

Face à cette absence de concertation et préoccupé par le fait que le milieu propice au développement de l'enfant est sa famille, le Ministère des affaires sociales, en partenariat avec l'UNICEF, a entrepris de mener une enquête nationale entre juillet et septembre 2004 dans le but d'identifier les stratégies et activités de réinsertion des enfants mises en œuvre – ou à mettre en œuvre – en RDC.

La recherche se voulant qualitative, les enquêteurs sélectionnés ont été formés aux techniques de l'entretien, de l'observation, de l'étude des documents, du *focus group* et de l'approche biographique. Nous nous proposons d'analyser ici ces techniques d'enquête telles qu'elles ont été utilisées et les problèmes que leur usage a posés. Mais avant de procéder à cette analyse, il convient de présenter en substance le contexte et les enjeux de cette enquête, qui ont déterminé les rapports entre les enquêteurs et leurs informateurs et, partant, les modalités d'utilisation de ces techniques.

La perception des enquêteurs : conflit de logiques d'intérêt

Le fait que les chercheurs aient été pris pour des « évaluateurs » ou des « sauveurs » par les informateurs a fortement influencé le comportement de ces derniers à leur égard. L'enquête a mis face à face des enquêteurs – « experts » venus pour le compte du gouvernement et de l'UNICEF, principal bailleur des ONGs travaillant pour la protection infantile – et les animateurs de ces ONGs. Les informateurs ont eu dès lors tendance à habiller leurs discours, à les modifier pour les rendre conformes et légitimes par rapport à ce qu'ils identifiaient comme les attentes des chercheurs (Blanchet et Gotman 1992). Mentionnons ainsi le cas d'un responsable s'inspirant d'un tableau reprenant les étapes censées être suivies dans le processus de réinsertion, qu'il utilisait comme un véritable « copion » pour l'entretien (Kisangani). Des visites improvisées auprès de certaines structures, à Goma, à Kisangani ou à Bukavu, ont aussi fait apparaître que les responsables cherchaient à justifier des situations irrégulières, comme celle de mauvaises conditions de détention des enfants dans une maison carcérale (Nord Kivu).

1. Moineaux, vagabonds, *shege*, enfants abandonnés... sont autant de noms qui s'appliquent à la catégorie des enfants en rupture familiale. De nos jours, une distinction est généralement faite entre « enfants de la rue », c'est-à-dire ceux qui passent leur vie dans la rue et qui ne gardent pas de contact avec leur famille, et « enfants dans la rue », c'est-à-dire ceux qui passent leur journée à travailler dans la rue et ne rentrent chez eux que le soir. L'expression « enfants de la rue » est devenue une expression générique qui couvre toutes les autres appellations applicables aux enfants en rupture. La situation de guerre que connaît le pays a par ailleurs provoqué l'apparition des « enfants séparés » et des « enfants associés aux forces et groupes armés ».

Certains des informateurs prenaient clairement les enquêteurs pour des évaluateurs. Une autre tendance était de les prendre pour des « sauveurs » venus identifier les ONGs réellement opérationnelles. Les informateurs cherchaient dans ce cas à convaincre que leur organisation était la plus performante et la plus à même d'utiliser correctement des crédits, quitte à délégitimer de manière cynique le travail des autres. Certaines ONGs à Kindu ont redéfini leur domaine d'intervention alors que nous étions sur le terrain, pour mieux correspondre à l'orientation de notre recherche, espérant ainsi s'aligner parmi les éventuels bénéficiaires des financements. Des encadreurs recrutaient parfois des enfants vivant en famille pour gonfler les effectifs lors des nos passages. Le cynisme des encadreurs apparaissait aussi dans le fait que certaines ONGs, auxquelles le Programme d'Alimentation Mondiale (PAM) fournissait des quantités importantes de vivres, cherchaient à garder les enfants le plus longtemps possible dans des centres plutôt que d'envisager leur réinsertion; celle-ci aurait signifié l'arrêt des financements et, partant, des activités.

Mais les responsables des organisations n'étaient pas les seuls à considérer les chercheurs comme des évaluateurs ou des sauveurs : les enfants agissaient parfois de même. Ceux d'un centre de transit et d'orientation à Kindu ont déchiré volontairement leurs habits pour nous émouvoir par le port de ces lambeaux et nous persuader que leurs encadreurs détournaient l'aide qui leur était destinée.

Les principales techniques utilisées et les problèmes de leur mise en œuvre

Tout un dispositif de recherche fut monté avant l'arrivée sur le terrain. Le protocole d'enquête donnait une série d'instructions relatives aux différents aspects concernant l'objet de la recherche, à savoir les expériences de réinsertion. Comment identifier cet objet? Qui rencontrer? Pour quelle information? Quelles techniques utiliser? Quelles attitudes prendre? Formés à une approche commune de recueil des données, les enquêteurs furent constitués en trois équipes de trois membres chacune. Chaque équipe a été affectée dans l'une de trois zones de convergence de l'UNICEF² et avait en son sein un chercheur originaire du milieu et deux autres qui, ne l'étant pas, étaient censés apporter une certaine dose de curiosité à la recherche

Nous présentons ci-dessous l'analyse des techniques telles que nous les avons expérimentées sur le terrain.

L'entretien

Le temps n'ayant pas permis une observation prolongée, la technique de l'entretien s'est imposée comme un des principaux outils susceptibles d'éclairer les réalités sociales investiguées. Ce fut surtout un instrument d'accès privilégié à l'expérience des acteurs rencontrés (Poupart 1997).

2. En RDC, l'UNICEF a découpé son aire d'intervention en trois zones dites « zones de convergence » : la zone Kinshasa qui regroupe la ville de Kinshasa, la Province de Bandundu, la Province de l'Équateur et la Province du Bas-Congo; la Zone est comprenant la Province du Katanga et les Provinces du Kasai oriental et occidental; la Zone ouest qui couvre toutes les provinces de l'est du pays, à savoir la Province Orientale, la Province du Maniema et les Provinces du Nord et du Sud Kivu. Il existe à l'intérieur de ce découpage ce qu'on pourrait appeler des sous-zones, lesquelles sont ciblées en fonction des problèmes auxquels l'UNICEF estime pouvoir apporter des réponses liées à sa mission.

Notre équipe a conduit 49 entretiens. L'enquête a touché les acteurs suivants : autorités politico-administratives, chefs de Division de la famille, des affaires sociales ou de la jeunesse, Police spéciale de protection de l'enfance, Régions militaires, ONGs en charge de la protection de l'enfant, membres de la société civile, structures de base communautaires, responsables d'Eglises et d'écoles, et bien entendu, les enfants eux-mêmes. Dans toutes les villes visitées, nous étions aidés par des contacts : soit un fonctionnaire de l'UNICEF de la section « protection de l'enfance », soit le chef de Division des affaires sociales ou son préposé. Son rôle était de faciliter les rencontres et la sélection des personnes à interviewer. Les premiers contacts étaient pris par téléphone étant donné que tous les acteurs à rencontrer avaient leurs coordonnées dans les bureaux de l'UNICEF ou à la Division des affaires sociales.

Les entretiens étaient de type « semi-directifs » et duraient entre une et deux heures. Il était question de favoriser l'expression la plus libre chez nos informateurs et d'intervenir le moins possible pour structurer l'entretien. L'idée était d'entendre ce que les acteurs disaient de leur expérience. Le choix du cadre des entretiens était aussi laissé aux informateurs. Pour chaque structure visitée, les entretiens portaient sur l'identification de la structure, ses objectifs, ses domaines d'intervention, ses réalisations, les étapes du processus partant du premier contact avec l'enfant jusqu'à sa réinsertion en famille, le contenu du programme du suivi à la réinsertion, les stratégies et mécanismes mis en place par les acteurs pour la réussite de la réinsertion, les leçons tirées par les acteurs de leur travail et, éventuellement, les cas d'échec et de rechute, ainsi que leurs causes. L'enquête a bien sûr révélé des cas d'échec, mais nous nous sommes concentrés sur les cas de réussite pour voir ce qui, dans l'approche utilisée, a été à la base de cette réussite. Le « comment ? » primait sur le « pourquoi ? » selon les exigences de l'approche écosystémique³. Les questions sur les facteurs d'échec étaient aussi soulevées et débattues.

Pour les enfants déjà réinsérés, les acteurs qui en assuraient le suivi nous fournissaient leurs coordonnées pour des entretiens en famille. En pareil cas, l'entretien tournait autour du vécu de la réinsertion. Des cas d'autoréinsertion étaient aussi signalés et documentés.

Pour garder la mémoire des entretiens, les enquêteurs étaient tenus de mettre au propre leurs rapports chaque soir et de procéder alors à un échange de points de vue. L'idée était que chaque membre de l'équipe devait être au courant du contenu des entretiens réalisés par ses coéquipiers. Un rapport hebdomadaire était envoyé à la fin de chaque semaine à l'équipe technique à Kinshasa pour des remarques et observations éventuelles.

La limite de cette technique résidait dans le fait que certains informateurs filtraient les informations pour rencontrer les attentes des chercheurs. Une association des femmes dans le Nord Kivu avait ainsi avancé le chiffre de 1 484 femmes violées référées à leur centre pour encadrement. Ce qui fut contredit par la Division des affaires sociales. La raison de cette survalorisation, nous a expliqué un agent de la division interviewé suite à cette déclaration, est que les responsables des ONGs sont très conscients de ce que les bailleurs ont tendance à mieux financer les projets ayant trait aux violences sexuelles.

3. Cette approche repose sur l'observation que tout individu est en interaction avec l'ensemble de ses environnements, lesquels sont interdépendants et influencent son comportement, son développement et la qualité de sa vie. Ainsi, un enfant se développe dans un environnement complexe où les différents systèmes sont en interaction et en interdépendance. Certains agissent directement sur lui (famille, école, lieux d'accueil), d'autres, plus indirectement (système juridique, etc.).

Aussi y a-t-il souvent une tendance des ONGs à investir ce domaine pour bénéficier de financements.

Les visites d'observation

Il s'est avéré important d'adjoindre l'observation à l'entretien. Pour ne pas avoir un regard dispersé, celle-ci fut focalisée sur les différentes étapes du processus de réinsertion : le contact et la mise en confiance des enfants; leur accueil dans les centres; la préparation à leur réinsertion (encadrement en milieu ouvert et dans des centres d'hébergement, actions scolaires, éducatives et professionnelles, prise en charge des besoins élémentaires); médiation familiale, communautaire et rétablissement des liens familiaux; suivi et accompagnement; etc. Le grand apport de l'observation fut de permettre la confrontation des informations issues des entretiens à la réalité empirique.

Parfois, nous avons observé des contradictions flagrantes par rapport aux données issues des entretiens. Le responsable d'une ONG à Kisangani avait annoncé, dans un entretien, que son centre hébergeait une centaine d'enfants : lors d'une visite, nous avons pu en compter treize, dont le moins âgé avait 21 ans, et dont nous avons appris par la suite qu'ils constituaient une bande de malfrats. Les infrastructures n'avaient de toute façon pas la capacité d'accueillir trente enfants. Le responsable, confus, essaya de se justifier en alléguant que d'autres personnes avaient, par jalousie, envoyé des voyous afin de détruire son infrastructure et de récupérer sous leur encadrement ses enfants. Le rejet mutuel de responsabilité fut monnaie courante tout au cours de l'enquête.

Certaines ONGs à Kindu ont affirmé, lors des entretiens, avoir comme cible les enfants en rupture, mais les visites à leurs bureaux ont montré qu'elles s'occupaient plutôt d'agriculture ou d'élevage. A notre demande de rencontrer les enfants dont il était question lors de l'entretien, le responsable, qui s'est ravisé, s'est contenté de dire que l'encadrement des enfants était plutôt en projet : « Nous sommes encore à la recherche de financements et de bâtiments pour abriter les enfants avant de procéder au recrutement ».

Pour ce qui est des mécanismes mis en place pour appuyer la réinsertion des enfants en famille, par exemple, nous avons observé l'appui en activités génératrices de revenus (AGR) mis en place par des ONGs à Goma et à Bukavu. Nous avons visité à cet effet des lieux de travail où des enfants étaient réinsérés et suivis par des acteurs sociaux : boulangeries, ateliers de couture, porcheries, jardins potagers, briqueteries, centres d'apiculture, etc.

Les *focus groups*

La technique du *focus group* s'est révélée fort précieuse pour combler le peu d'études réalisées jusqu'à présent en RDC sur le sujet des enfants en rupture. Il s'agit d'une méthode orale mise en œuvre dans le cadre d'entretiens de groupe, qui, d'après Ly (2001 : 22), « s'apparente aux palabres africaines à la différence près qu'(elle) ne cherche pas le consensus mais l'émergence et la juxtaposition d'opinions et de positions différentes ».

Les *focus group* nous ont permis d'obtenir rapidement de nombreuses données auprès d'informateurs privilégiés. Les thèmes mis en débat étaient semblables à ceux présentés plus haut : expériences de réinsertion des enfants, activités à envisager et stratégies à mettre en place pour réussir une réinsertion, etc. Des idées fort intéressantes sont apparues lors de ces échanges, comme celle de créer des foyers autogérés pour les enfants difficiles à réunifier en famille, ou encore celle de créer des comités de relais communautaires

pour le suivi des enfants réinsérés, etc. La plupart des recommandations sur la réinsertion apparaissant dans notre rapport final sont d'ailleurs issues de ces échanges.

Mais la conduite de ces échanges a parfois été très difficile : ainsi les *focus groups* menés dans la province du Maniema furent-ils systématiquement des échecs. Un des principaux représentants de la société civile associé au travail de sélection des participants avait induit en erreur les chercheurs en ne leur proposant que des ONGs de son obédience. Les responsables de ces ONGs ne pouvaient en rien le contredire au cours des discussions : plus qu'à un débat, les chercheurs assistèrent à un *credo* car tout ce que ce responsable disait passait pour une vérité sur laquelle il n'y avait rien à redire.

Toujours au Maniema, un incident est survenu lors d'un *focus group* organisé avec des enfants ex-soldats démobilisés, qui voulaient trouver au terme de la discussion des solutions concrètes à leurs problèmes vitaux. Vantés par leur communauté pour leur invulnérabilité, ces enfants posèrent parfois des questions d'une grande maturité. Ainsi, un enfant de neuf ans remit en cause notre démarche visant à sa réinsertion familiale en nous demandant où se trouvait le mal pour un homme d'être prêt à mourir pour son pays agressé : « depuis quatre ans, j'évolue dans un groupe armé. Tous mes parents sont morts. J'ai soumis les gens avec mon arme. J'ai mangé de la chair humaine. S'il y a une chose que je ne peux plus accepter, c'est de retourner dans la vie civile. Je ne peux plus accepter d'être fouetté par un civil, que ce soit par mon père ou par mon maître d'école ». L'attitude de cet enfant rappelle ce que dit Cyrulnik quand il affirme : « quand on ne sait que faire la guerre, on a peur de la paix... Quand on n'a pas de famille, quand on ne peut rentrer dans son village, alors la paix devient terrifiante » (2003 : 174). Selon le principe de l'arroseur arrosé, la réunion se transforma pour nous, chercheurs, en une séance d'interrogatoire : on nous somma de faire des promesses fermes en rapport avec les difficultés présentées. La collation prévue pour les participants ainsi que les frais de transport⁴ permirent aux chercheurs de se tirer d'affaire sans vraiment atteindre les objectifs⁵.

Une autre difficulté liée au *focus group* était le laborieux travail de secrétariat qu'il exigeait vu l'abondance des données produites au cours de ces réunions : le travail de synthèse s'avéra souvent fastidieux.

L'approche biographique

Celle-ci a permis aux chercheurs de glaner des informations intéressantes auprès des enfants. Le choix de ceux-ci était réalisé avec l'aide de travailleurs sociaux qui les connaissaient bien. Nous retenions plusieurs des cas proposés, mais notre attention se focalisait sur les biographies susceptibles de mettre en évidence la synergie des facteurs qui auraient favorisé la réinsertion, ceci conformément à notre approche écosystémique.

Certains récits de vie ont été recueillis dans des familles où les enfants étaient réinsérés, d'autres dans des centres de transit et d'orientation. Pour faciliter la mise en confiance, nous nous présentions, exposions l'objet et la pertinence de notre mission, enfin sollicitions l'autorisation de la personne avant de nous engager dans le récit proprement dit.

4. Il était prévu pour chaque participant deux dollars pour les consommations (boissons sucrées et eau minérale) pendant la tenue des réunions et deux autres pour leur transport.

5. Mathieu (2000 : 333) évoque la difficulté de la manipulation de cet outil qu'il dit être « un exercice acrobatique qui demande attention, souplesse et perspicacité. Il peut y avoir des conséquences redoutables en cas d'erreur, depuis l'induction dirigée de l'information, jusqu'à sa transformation par omission ou par survalorisation ».

Le recueil des biographies auprès d'enfants ayant connu des rapt, viols et séquestrations n'était pas sans mettre le doigt sur des traumatismes et leurs stigmates (Lubembo *et al.* 2004). Des pleurs survinrent lorsque nous avons interrogé des filles ayant été séquestrées et violées dans des camps de *mayi-mayi* près de Kindu.

L'approche biographique, bien qu'elle se soit révélée difficile à utiliser sans guère de formation à son usage, nous permit de sortir des zones « saturées », où les informations additionnelles devenaient redondantes, pour découvrir des zones jusqu'alors ignorées de l'enquête (Digneffe 1995). Elle a permis de révéler le vécu quotidien dans une société déchirée par la guerre. A défaut d'observer toute une société, ce que le temps ne permettait pas, il était au moins possible d'en observer certaines composantes, certains cas d'espèce dont la représentativité sociologique peut être établie (Houle 1997). C'est du reste grâce aux récits de vie que nous avons été mis au courant de l'existence à Kindu de 25 femmes rejetées par leurs maris pour avoir subi des rapt et des viols dans les campements *mayi-mayi*.

Voici, à titre d'exemple, le cas d'Aminata (pseudonyme), dont le récit de vie a mis en évidence la synergie des facteurs ayant concouru à sa réinsertion.

Agée de 14 ans, Aminata fut confiée par ses parents vivant à Mbuji-Mayi à une cousine vivant à Kinshasa. Six mois plus tard, le mari de sa cousine perdit son emploi et sa cousine fit une fausse couche. Aminata, accusée d'être à l'origine de ces deux maux, taxée de sorcellerie par l'Eglise de la communauté, fut exclue de la famille et s'est retrouvée à la rue.

Elle est allée se réfugier à l'église. Après deux jours, les fidèles l'ont signalée à une organisation qui a tenté en vain une médiation avec la famille. Devant cet échec, l'un des membres de l'organisation l'hébergea et plusieurs actions furent mises en œuvre: un micro-crédit du BIT fut sollicité pour la mise en œuvre d'une activité de restauration dans le quartier où elle était hébergée, avec un accompagnement pour la gestion des fonds. Son niveau scolaire relativement élevé (3^{ème} année de l'enseignement secondaire) lui a permis de se réinscrire à l'école. Plusieurs habitants et commerçants du quartier, sensibilisés aux difficultés qu'elle avait vécues, lui ont donné un coup de pouce et ont dirigé vers elles des clients. Son affaire devint prospère.

A l'occasion d'un échange régional, l'ONG qui l'encadrait l'a invitée à participer à un séminaire à Dakar pour partager son expérience avec d'autres enfants. La famille ayant appris cela a initié des contacts et émis le souhait de la reprendre en son sein. Ce nouveau contact et les discussions de médiation qui eurent lieu par la suite ont donné lieu à l'organisation d'une cérémonie de «cure d'âme» entre la famille et la jeune fille, pour favoriser la repentance et la réconciliation. Aminata était alors enceinte : elle n'a pas voulu retourner vivre en famille mais a choisi de garder son autonomie avec son compagnon, tout en restant en bons termes avec sa famille. Depuis lors, son activité de restauration se poursuit. Elle a remboursé son crédit au BIT alors que d'autres bénéficiaires du programme ont échoué. Elle emploie d'autres jeunes filles auparavant accusées comme elle de sorcellerie.

Ce récit montre la dynamique des interactions entre différents systèmes : beaucoup de facteurs ont concouru pour permettre la réinsertion d'Aminata dans un milieu social qui l'accepte.

On observe que ce mode d'investigation confronte le narrateur au trajet hésitant de sa propre vie et à ses contradictions. Les vies suivent souvent un développement chaotique et hasardeux. En parlant, Aminata semblait redécouvrir en quelque sorte sa vie et s'ouvrir à l'avenir. Pour permettre cela, le chercheur «doit occuper une position 'basse': écouter, s'informer, questionner et laisser au narrateur la fonction savante et active» (Houle 1997)⁶.

Conclusion

La situation des enfants en RDC aujourd'hui reflète l'état de la société congolaise. A la fois emblèmes et indices de la déstabilisation sociale, les enfants en rupture familiale sont les victimes inadmissibles d'un monde en voie de précarisation et de désaffiliation (Balaam 1997). L'appui apporté par les ONGs et agences internationales à leurs partenaires locaux pour faire face à ce phénomène n'a conduit qu'à des résultats peu significatifs : le nombre d'enfants vivant dans la rue va toujours croissant. L'inexistence d'une stratégie nationale de réinsertion et l'absence d'une réponse concertée des organisations de terrain ont été stigmatisées comme étant à l'origine des échecs enregistrés dans le cadre de la réinsertion des enfants. Il était temps pour le Ministère des affaires sociales en RDC et pour l'UNICEF de monter un projet de recherche sur les pratiques des acteurs sociaux en rapport avec la réinsertion des enfants qu'ils encadrent. Notre recherche a contribué à mieux cerner les ressources à dégager aux différents niveaux (familles, communautés, gouvernement, etc.) et à définir les modalités des actions à entreprendre.

La recherche a fait intervenir neuf chercheurs qui ont sillonné toute la RDC – dans un contexte difficile – pour recueillir les informations les plus diversifiées au sujet des expériences de réinsertion, selon une approche qualitative associée à cinq instruments de collecte de données : l'entretien, l'observation, l'étude documentaire, les *focus groups* et l'approche biographique. Nous n'avons pas abordé ici l'approche documentaire car elle s'est révélée inefficace. Les quelques documents dont nous avons pu prendre connaissance étaient des informations sur la localisation des sites investigués et des fiches individuelles d'enfants.

Les autres techniques utilisées nous ont semblé adéquates malgré plusieurs problèmes liés à leur usage. Une fois encore, rappelons l'importance des représentations de nos interlocuteurs quant à notre mission : notre image de « sauveurs » ou d'« évaluateurs » amenèrent beaucoup de dissimulations et de calomnies mutuelles. Bien souvent, c'est lors de rencontres informelles – plutôt que durant les phases explicites de l'enquête – que les choses nous sont apparues sous un jour plus exact.

6. Il faut souligner que cette enquête s'est réalisée dans un contexte général de sortie de guerre bien que pendant son déroulement, la ville de Goma était encore plus ou moins sous contrôle administratif et politique du Rwanda. Cette situation rendait très sévère le contrôle des entrées à Bukavu, dont la population symbolisait la résistance contre l'occupation rwandaise contrairement à la population du Nord-Kivu, estimée plus conciliante. Ainsi notre équipe, qui partait de Goma, fut-elle systématiquement fouillée au port de Bukavu : contrôle des fichiers contenus dans les *lap top*, lecture des cassettes contenant les enregistrements des enquêtes, etc.

Références bibliographiques

- BALAAM, Yves, 1997. *Les enfants de la rue et de la prison dans une ville africaine*. Paris : Karthala.
- BLANCHET, Alain et Anne GOTMAN, 1992. *L'enquête et ses méthodes*. Paris : Nathan.
- CYRULNIK, Boris, 2003. *Les murmures des fantômes*. Paris : Odile Jacob.
- DIGNEFFE, Françoise, 1995. « De l'individuel au social: l'approche biographique », in Luc Albarello *et al.*, *Pratiques et méthodes de recherche en sciences sociales*, pp. 145-175. Paris : Armand Colin.
- HOULE, Gilles, 1997. « La sociologie comme science du vivant : l'approche biographique », in Gaëtan Morin (éd.), *La recherche qualitative, enjeux épistémologiques*, pp. 273-287. Montréal : Bibliothèque nationale du Québec.
- LUBEMBO, Richard, Aimé KAKUDJI et Pierre PETIT, 2004. « Méthodologie de l'enquête », in Pierre Petit (dir.), *Byakula, approche socio-anthropologique de l'alimentation à Lubumbashi*, pp. 28-34. Bruxelles : Académie royale des sciences d'outre-mer.
- LY, El Housseynou, 2001. « Introduction aux méthodes participatives », in *Les méthodes participatives de diagnostic et de planification des actions de développement*, actes du séminaire international de Niamey (Niger, juin 2001), pp. 18-27. http://www.aquadev.org/fr/download/sem_meth_part_niamey.pdf
- MATHIEU, M., 2000. « Ballade d'un expert anthropologue sur les traces de la MARP », in Ph. Lavigne Delvine (éd.), *Les enquêtes participatives en débat. Ambition, pratiques et enjeux*, pp. 333-358. Paris-Montpellier : Karthala.
- POUPART, Jean, 1997. « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques », in Gaëtan Morin (éd.), *La recherche qualitative, enjeux épistémologiques*, pp. 173-206. Montréal : Bibliothèque nationale du Québec.

